

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU BUREAU METROPOLITAIN DU 15 SEPTEMBRE 2022

DELIBERATION N°2022.00378

MISE EN ŒUVRE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) - APPROBATION

Le Bureau Métropolitain a été convoqué le 09 septembre 2022

Nombre de membres en exercice : 71

Nombre de présents : 40

Nombre de pouvoirs : 11

Nombre de voix : 51

Président de séance : M. Gaël PERDRIAU,

Secrétaire de séance : M. Marc CHASSAUBENE

Membres titulaires présents :

M. Denis BARRIOL, M. Jean-Luc BASSON, Mme Françoise BERGER, Mme Nora BERROUKECHE, M. Bernard BONNET, M. Vincent BONY, M. Patrick BOUCHET, M. Kamel BOUCHOU, Mme Stéphanie CALACIURA, M. André CHARBONNIER, M. Marc CHASSAUBENE, M. Jean-Luc DEGRAIX, M. Philippe DENIS, M. Christian DUCCESCHI, M. David FARA, M. Christophe FAVERJON, Mme Andonella FLECHET, M. Luc FRANCOIS, M. Pascal GONON, M. Rémy GUYOT, M. Marc JANDOT, M. Christian JOUVE, M. Christian JULIEN, Mme Delphine JUSSELME, M. Robert KARULAK, Mme Siham LABICH, M. Bernard LAGET, M. Denis LAURENT, M. Julien LUYA, M. Patrick MICHAUD, Mme Christiane MICHAUD-FARIGOULE, M. Gaël PERDRIAU, M. Hervé REYNAUD, M. Jean-Paul RIVAT, M. Jean-Marc SARDAT, Mme Nadia SEMACHE, M. Gilbert SOULIER, M. Gilles THIZY, M. Daniel TORGUES, M. Julien VASSAL

Pouvoirs :

M. Gilles ARTIGUES donne pouvoir à M. Jean-Luc DEGRAIX,
M. Régis CADEGROS donne pouvoir à M. Hervé REYNAUD,
M. Charles DALLARA donne pouvoir à Mme Nadia SEMACHE,
M. François DRIOL donne pouvoir à M. Julien LUYA,
M. Frédéric DURAND donne pouvoir à M. Robert KARULAK,
Mme Sylvie FAYOLLE donne pouvoir à M. Bernard BONNET,
M. Jean-Claude FLACHAT donne pouvoir à M. Daniel TORGUES,
M. Guy FRANCON donne pouvoir à M. Pascal GONON,

RECU EN PREFECTURE

Le 26 septembre 2022

VIA DOTELEC - iXBus

99_DE-042-244200770-20220915-D20220037810

Date de mise en ligne : 26 septembre 2022

M. Jérôme GABIAUD donne pouvoir à M. Marc JANDOT,
M. Yves MORAND donne pouvoir à M. Jean-Luc BASSON,
Mme Aline MOUSEGHIAN donne pouvoir à Mme Andonella FLECHET

Membres titulaires absents excusés :

Mme Christiane BARAILLER, M. Jean-Alain BARRIER, M. Eric BERLIVET,
M. Cyrille BONNEFOY, M. Gilles BOUDARD, M. Denis CHAMBE, M. Marc CHAVANNE,
Mme Frédérique CHAVE, M. Jordan DA SILVA, M. Fabrice DUCRET, M. Martial FAUCHET,
M. Michel GANDILHON, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, M. Yves LECOCQ,
M. Gilles PERACHE, M. Jean-Philippe PORCHEROT, M. Christian SERVANT,
M. Marc TARDIEU, M. Gérard TARDY, Mme Marie-Christine THIVANT

DELIBERATION DU BUREAU METROPOLITAIN DU 15 SEPTEMBRE 2022

MISE EN ŒUVRE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) - APPROBATION

Rappel et références

Le RIFSEEP, ou Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, est le régime indemnitaire de référence, qui a remplacé la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique d'État. Selon un principe de parité, ce nouveau dispositif indemnitaire doit être transposé dans la fonction publique territoriale.

Le RIFSEEP a été créé par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié par le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016. Ses modalités de mise en œuvre sont exposées dans la circulaire : NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014. Les textes posent le principe d'une mise en œuvre progressive du RIFSEEP, selon les corps de la fonction publique de l'État et par voie de conséquence, leurs cadres d'emploi homologues de la fonction publique territoriale.

Motivation et opportunité

Ce régime indemnitaire, a vocation à se substituer aux régimes indemnitaires existants pour les cadres d'emplois concernés.

Il se décompose en deux parts :

- une part fixe : l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) fixée selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions,
- une part variable : le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

La mise en œuvre du RIFSEEP a été présentée au Comité Technique en date du 20 juillet 2022.

Contenu

I / Dispositions communes à la mise en place de l'IFSE

Article 1 : Les bénéficiaires

Les bénéficiaires de l'IFSE et du CIA sont les agents fonctionnaires et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, sur emploi permanent ou non permanent.

Les agents qui ne bénéficient pas du RIFSEEP sont :

- les agents saisonniers recrutés en application de l'article L 332-23 2° du Code général de la fonction publique, sauf ceux travaillant en EHPAD et détenant les diplômes requis,
- les agents de droit privé (apprentis, contrats aidés, CDI de droit privé, adultes relais...),
- les agents horaires et vacataires,
- les agents de la filière police municipale.

Tous les cadres d'emplois éligibles au RIFSEEP sont bénéficiaires du RIFSEEP.

Article 2 : La détermination des groupes de fonctions

La collectivité s'est appuyée sur le répertoire des métiers récemment construit et actualisé comme point de départ pour structurer les groupes de fonctions, colonne vertébrale du RIFSEEP.

Chaque fonction et chaque cadre d'emploi sont répartis entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Responsabilité, encadrement, coordination, pilotage ou conception,
- Technicité, expertise, qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les fonctions sont classées en 11 groupes de fonctions :

- 5 en catégorie A,
- 3 en catégorie B,
- 3 en catégorie C.

Le détail de la composition des groupes figure en annexe 1.

Article 3 : Les règles de cumul

Le RIFSEEP est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le RIFSEEP est en revanche cumulable avec les primes et indemnités énumérées à l'article 1er de l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

1. L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (ex. frais de déplacement) ;
2. Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (ex. astreintes) ;
3. Les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 25 août 2000 ;
4. L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires ;
5. La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction.

Ce nouveau régime indemnitaire se substitue pour les cadres d'emploi éligibles, et est par principe non cumulable avec les anciennes primes, y compris la prime de fin d'année.

II / Dispositions propres à l'institution de l'IFSE

Article 4 : Le principe

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire.

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions, au regard du rattachement du poste de l'agent à un groupe de fonction.

Chaque groupe de fonction comporte un plancher ou palier 1 et des paliers intermédiaires permettant l'évolution de l'IFSE lors des changements de grade. Les paliers par grades figurent en annexe 2 de la présente délibération.

Pour le groupe de fonction des emplois fonctionnel (AG1), le montant de l'IFSE est fixé par l'autorité territoriale dans la limite des plafonds définis par l'Etat pour le groupe 1 dans l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions décret 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP.

L'IFSE est composée :

- d'une part d'IFSE mensuelle déterminée compte tenu du rattachement de l'agent au groupe de sa fonction et au palier de son grade ; les éléments détaillés de valorisation financière de l'IFSE figurent en annexe 3 de la présente délibération ;
- des Sujétions ouvrant droit à des Montants Additionnels Facultatifs (SMAF) : attribution d'un montant supplémentaire et forfaitaire de rémunération lié à la réalisation de certaines conditions ; les définitions et montants des SMAF figurent en annexe 4 de la présente délibération ;
- d'une part d'IFSE annuelle fixée en référence à l'indice majoré détenu par l'agent hors NBI et qui correspond à $1/12^{\text{ème}}$ du traitement indiciaire brut hors NBI versé au cours de l'année civile.

Par ailleurs, les agents logés se verront appliquer les mêmes montants d'IFSE que les autres agents dans le respect des plafonds réglementaires spécifiques prévus.

Article 5 : La sécurisation des situations individuelles à la mise en place du dispositif

Si l'agent y a intérêt, lors de la première application de ces nouvelles dispositions, le montant indemnitaire perçu antérieurement à la mise en place du RIFSEEP est conservé au titre de l'IFSE, sous forme de « clause de sauvegarde », dans la limite des montants annuels fixés par l'Etat en application des dispositions de l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014.

Par la suite, au cours de l'avancement de carrière de l'agent, cette clause de sauvegarde peut évoluer. Ainsi, à l'occasion d'un avancement de grade ou d'un changement de catégorie, l'indemnité de sauvegarde est écartée du montant de l'augmentation de l'IFSE.

En revanche, en cas de revalorisation de l'IFSE liée à un changement de fonction, la règle de l'écrêtement ne s'applique pas.

En tout état de cause, les indemnités versées ne peuvent conduire à dépasser les plafonds fixés par les arrêtés d'application du décret n°2014-513 pour les différents corps de référence de la fonction publique d'État compte tenu du cadre d'emploi de rattachement de l'agent.

Article 6 : La périodicité et les modalités de versement

La part mensuelle de l'IFSE est versée mensuellement. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail, c'est-à-dire proportionnellement à la quotité de travail effectuée.

La part annuelle de l'IFSE est versée en une seule fraction au mois de décembre. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail, c'est-à-dire proportionnellement à la quotité de travail effectuée.

Modalités en cas d'absence :

En cas de congé annuel, congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident du travail ou maladie professionnelle), congé maternité, congé de paternité et d'accueil de l'enfant, congé d'adoption et décharge de service pour mandat syndical, l'IFSE est intégralement maintenue.

La part mensuelle de l'IFSE et les SMAF :

- L'IFSE et la SMAF sont maintenues en cas de maladie ordinaire du 6ème au 10ème jour inclus, une fois dans l'année civile. En dehors de cette période, elle est impactée au prorata des jours d'absence.
- L'IFSE et la SMAF ne sont pas maintenues en cas de congé de longue maladie, congé de longue durée ou congé de grave maladie.
- En cas de temps partiel thérapeutique, les montants de l'IFSE et de la SMAF sont fixés au prorata de la quotité de travail effectif de l'agent.

La part annuelle de l'IFSE :

- En cas de congé de maladie ordinaire, le montant de l'IFSE annuelle suit le sort du traitement indiciaire.
- En cas de congé de longue maladie, congé de longue durée ou congé de grave maladie, le versement de l'IFSE annuelle est impacté dès le 1er jour d'arrêt.
- En cas de temps partiel thérapeutique, le montant de l'IFSE annuelle est fixé au prorata de la quotité de travail effectif de l'agent.

Article 7 : Le réexamen du montant de l'IFSE

Le montant attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen par l'autorité territoriale :

- en cas de changement de fonctions ;
- en cas de changement de grade ;
- tous les quatre ans dans le cadre de la clause de revoyure prévue à l'article 10.

III / Dispositions propres à l'institution du CIA

Article 8 : Le principe

Le complément indemnitaire annuel tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent, dont l'appréciation se fonde sur l'entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct.

Le premier versement interviendra à l'issue des entretiens professionnels 2023, soit en 2024. Exceptionnellement, en cas d'absence prolongée, rendant impossible la réalisation de l'entretien professionnel (maladie, maternité), et l'année de départ à la retraite de l'agent, il est fait référence à l'entretien professionnel de l'année N-1.

Article 9 : Les modalités d'attribution individuelle du CIA

Pour tous les groupes de fonction, les montants annuels proposés par agent sont les suivants :

- 0 € ; pas d'attribution : l'agent n'a pas atteint ses objectifs ou un objectif fixé depuis plusieurs années reste non atteint et/ou l'engagement et la manière de servir sont jugés insatisfaisants ;
- 50 € ; montant intermédiaire : les objectifs sont en partie atteints, la qualité du travail réalisé est reconnue
- 100 € ; montant maximum : les objectifs sont atteints, la manière de servir et les qualités professionnelles sont très satisfaisantes.

Le CIA fait l'objet d'un versement annuel en une fraction et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

IV / Clause de revoyure

Article 10 : Le principe

Le montant du RIFSEEP versé aux agents fera l'objet d'une clause de revoyure tous les 4 ans.

V / Attribution individuelle

Article 11 : Le principe

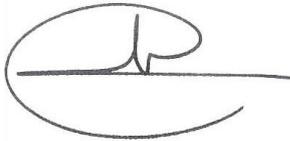
L'attribution individuelle de l'IFSE est décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel ou d'un avenant contractuel.

Le Bureau de Saint-Etienne Métropole, après en avoir délibéré :

- **instaure le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans les conditions indiquées ci-dessus, à effet du 1^{er} janvier 2023,**
- **autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à prendre tous les actes nécessaires à la mise en application du dispositif présenté ci-dessus,**
- **la dépense correspondante sera imputée au chapitre 012 de l'exercice 2023.**

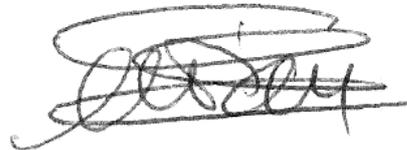
Ce dossier a été adopté à l'unanimité.

Pour extrait,
Le Secrétaire de Séance,



Marc CHASSAUBENE
11^{ème} Vice-Président

Le Président,



Gaël PERDRIAU